



Interpellation du Comité de gestion – 18 décembre 2018

Etant donné les mesures devenues récurrentes de diminution de budgets alloués au fonctionnement de notre OIP, les travailleurs du Forem, via leurs représentations syndicales, veulent vous faire part de leur inquiétude et de leur colère.

Avec les pertes de financement, Plan Marshall, la fin des mesures APE et PTP et la diminution plus que probable des budgets européens, les fonctions ne constituant pas le cœur du métier du Forem (accompagnement et formation) ne seront plus remplacées. Nous perdrons environ 500 ETPL (équivalent temps plein) d'ici 2024 mais nous garderons les mêmes missions à effectuer, et nous ne doutons pas que d'autres seront ajoutées et ce avec moins de personnel ... Jusqu'à quand arriverons-nous à tenir ! Le Gouvernement s'inquiète plus de l'atteinte d'objectifs chiffrés que de la qualité du service rendu, cela ne peut plus durer.

Le personnel est déjà sous pression continue, le non-remplacement de la majorité des fonctions de support de production, comme de support pur va amplifier cette pression et probablement toucher encore plus à la santé et au bien-être de l'ensemble du personnel. Conseillers et formateurs devront sans aucun doute prendre en charge une partie des tâches qui actuellement incombent au personnel administratif lié à la production.

Trouvez-vous normal qu'un formateur doive, par exemple s'occuper de la préparation des outils, des équipements de sécurité, de ses futurs stagiaires plutôt que de les former car le magasinier est parti à la pension et n'est pas remplacé ?

Qu'un conseiller doive scanner les preuves de candidatures des demandeurs d'emploi qu'il suit en accompagnement plutôt que de lui consacrer le temps nécessaire à le motiver et le guider vers une insertion à l'emploi ? A noter qu'il n'y a pas un scanner par conseiller mais un par étage et que ceci est également dû aux diminutions de budgets.

Que les tableaux de « reporting » chiffrés exigés par notre Ministre de tutelle soient complétés par les conseillers faute de personnel support en central ?

Vous êtes, vous les membres du Comité de gestion, tout aussi concernés que nous par la nécessité de remplir nos missions de services publics avec toute la qualité requise dans les prestations que nous offrons à nos usagers et le bien-être nécessaire du personnel de l'Office pour y arriver.

Accepter de perdre 500 ETPL d'ici 2024 sans impact sur le contenu de nos missions, c'est, à notre avis, ne pas se donner les moyens de ses ambitions et vouer d'avance les nouvelles missions allouées à l'échec. Nous ne pouvons pas croire que c'est le fond de votre pensée.

Un effort doit être fait pour adapter nos méthodes de travail et ce qui est attendu d'un service public de l'emploi mais pas au détriment des spécificités des différents métiers et de leur nécessaire complémentarité. L'accompagnement et la formation des demandeurs d'emploi ne peuvent se faire sans le soutien administratif et logistique apporté par nos collègues du support (production, logistique, informatique, GRH, ...).

Nous vous demandons de soutenir notre vision auprès de notre ministre de tutelle, au travers d'une réflexion qui vous est propre mais qui propose des solutions concrètes, réalisables et respectueuses du personnel de l'Office.

En cette fin d'année, c'est le souhait que nous formulons tous, espérant qu'il pourra être réalisé.

Pour le front commun syndical Forem,

Nathalie Dechèvres et Gaëtan Couvreur – CGSP

Annika Leunis et Xavier Swertvaegher – CSC-SP

Claudia Falise et Jonathan Vandevandel - SLFP